

GENRE ET EMPLOI DES JEUNES RURAUX AU SENEGAL



Février 2015

Dr Selly BA, Sociologue , Dr Aminata Niang, Anthropologue

© Photo de couv. – IPAR_Kër_J. Faye



¹ Papier qui sera présenté à la Conférence organisée par le CODESRIA sur le chômage des jeunes en Afrique du 26 au 27 février, 2015 à Hararé (Zimbabwe). Les auteures, Selly Ba (sellyba2001@yahoo.fr) et Aminata Niang (aminianiang@ipar.sn) sont respectivement chercheuse associée et chercheure à l'IPAR. Cette recherche a bénéficié de l'appui du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) dans le cadre du projet « Emploi des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest » (EJMAO).

Résumé

L'accès au travail salarié est difficile pour les jeunes (homme et femme) en Afrique Subsaharienne. Au Sénégal, le chômage touche d'abord la frange la plus jeune de la population active (15 à 35 ans), toutefois, les jeunes femmes sont doublement handicapées. Le taux d'emploi des jeunes femmes reste inférieur à celui des jeunes hommes, quel que soit l'âge. Les femmes participent « moins » à l'activité économique que les hommes avec un taux de 33% contre 54% chez les hommes (Cabral, al. 2013 Face à leur situation de chômeurs et de sous-emploi, les jeunes développent diverses stratégies dont la plus importante est la migration rurale-urbaine. Une fois arrivés dans le milieu d'accueil, les jeunes hommes se débrouillent à trouver une occupation rémunératrice en fonction des conditions locales mais les jeunes femmes semblent chercher du travail le plus souvent en fonction de leurs rôles sociaux. De manière générale, aussi bien pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes, le capital humain reste le facteur primordial sur le marché du travail. Cependant dans un contexte de crise économique et face aux politiques publiques d'emploi qui se sont avérées peu efficaces, le capital social, en particulier les réseaux communautaires, joue un rôle important dans la recherche de l'emploi. Ce présent document se base sur les résultats d'enquêtes quantitatives et qualitatives réalisées par IPAR, dans le cadre du programme de recherche EJMAO, effectué dans les zones de départ et d'accueil de jeunes migrants. Il tente de dresser la situation de l'emploi, du chômage et les déterminants de l'accès des jeunes à l'emploi au Sénégal, en mettant le focus sur celle des jeunes femmes. Ce papier examine également les différentes perceptions relatives à la notion du travail et du chômage selon le genre et les motivations des jeunes à trouver des revenus. Enfin, il analyse la migration comme principale stratégie de recherche de travail rémunéré.

Mots clés : chômage, emploi des jeunes, migration interne, genre.

SOMMAIRE

1. LA SITUATION DE L'EMPLOI DES JEUNES	7
1.1 UN MARCHÉ DU TRAVAIL RURAL FAIBLEMENT DIVERSIFIÉ ET PEU RÉMUNÉRATEUR	7
1.2 QUI SONT CES JEUNES INACTIFS	9
i) Elèves/étudiants	9
ii) Forte proportion de femmes non instruites	9
iii) La question du sous-emploi	9
2. PERCEPTION COMMUNE DU CHOMAGE, MAIS DIFFÉRENTES IMPLICATIONS SELON LE GENRE	10
2.1 LES NOTIONS DE TRAVAIL OU D'EMPLOI	10
2.2 LE CHOMEUR, CELUI QUI N'A PAS UN TRAVAIL SALARIÉ	12
2.3 LES FEMMES DOUBLEMENT HANDICAPÉES EN MATIÈRE D'EMPLOI	13
2.4 LA FEMME PARTICIPE « MOINS » À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	13
2.5 LE CONTRÔLE DES RESSOURCES PRODUCTIVES : PRINCIPAL OBSTACLE DES JEUNES FEMMES RURALES	16
3. LA MIGRATION : STRATÉGIE COMMUNE MAIS DIFFÉRENTS VECUS SELON LE GENRE	17
3.1 LES RÉSEAUX COMMUNAUTAIRES	18
3.2 L'ACCÈS AU FINANCEMENT : CLÉ DE L'AUTO-EMPLOI	19

INTRODUCTION

Problématique du sous-emploi et du chômage des jeunes ruraux

Environ 85% de la population mondiale jeune (15-34 ans) vit dans les pays en développement. La majorité de ces jeunes vivent en milieu rural en Afrique Subsaharienne, en Asie du Centre et du Sud-Est et en Océanie². Autant cette frange dominante de la population constitue un atout, autant elle constitue une préoccupation majeure pour les pays d'Afrique Subsaharienne qui sont confrontés à plusieurs défis de développement dont l'épineuse question de l'emploi. Dans la plupart de ces pays, l'agriculture et le secteur informel dominant le tissu économique et constituent des réservoirs d'emploi pour les jeunes. Bien que l'Afrique ait enregistré une forte croissance économique ces dernières années³, cela n'a pas eu de conséquences significatives sur la création d'emplois décents et d'opportunités économiques suffisantes, particulièrement pour les jeunes hommes et jeunes femmes. Cette faible diversification de la structure économique fait que les perspectives de la jeunesse rurale pour trouver un travail bien rémunéré sont limitées. Les rares possibilités de travail en dehors de l'agriculture rendent la situation des jeunes ruraux particulièrement précaires, ce qui les pousse à migrer

A l'image des autres pays Africains, le Sénégal a une population à majorité rurale (55%) et très jeune, les moins de 20 ans représentant près de 53% de la population (ANDS, 2014). Cette frange constitue d'ailleurs près de trois quarts des inactifs de l'échantillon de cette étude. De multiples obstacles se dressent devant ces jeunes notamment ruraux qui essaient de gagner leur vie. Bien que l'entrée dans le «monde du travail» soit difficile aussi bien pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes, il n'en demeure pas moins que ce sont ces dernières qui sont les *plus défavorisées*. En effet, des études ont montré que le taux d'emploi des jeunes femmes reste inférieur à celui des jeunes hommes quel que soit l'âge. Les femmes, participent moins à l'activité économique que les hommes, avec un taux de 33% contre 54% pour les hommes, d'où le taux élevé de chômage noté chez les femmes : *12,7%, contre 8,2% pour les hommes au niveau national (Cabral, al. 2013)*. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette inégalité d'accès à un emploi rémunéré dont le plus saillant est le statut social de la femme. En effet, les obstacles qui se dressent sur le chemin de l'autonomisation des femmes trouvent leur racine dans les rapports de genre. Ceux-ci sous-tendent que les deux catégories de sexe se définissent l'une par rapport à l'autre; ils doivent donc être analysés en tenant compte de toute leur complexité (Locoh et al, 1996).

² IOM, UN Women and UNDP? 2011

³ Une croissance annuelle de 5% en moyenne sur la dernière décennie (Commission Economique de l'Afrique, 2012).

La problématique de l'emploi des jeunes met en exergue l'inquiétude partagée et croissante de la question épineuse du chômage des jeunes ruraux. Partant de cet état de fait, ce papier tente de comprendre les barrières à l'insertion des jeunes selon le genre dans le marché du

Cadre conceptuel et méthodologique

Le cadre d'analyse de l'emploi des jeunes en milieu rural s'articule en général autour de trois principaux domaines qui emploient le plus les jeunes et que sont : l'agriculture, les entreprises familiales et le secteur salarié moderne (Hilmer et Fox, 2014). Cet article, sans se focaliser sur *la migration* comme phénomène historique, cherche à l'articuler avec la question de l'emploi des jeunes, afin de mieux comprendre les déterminants qui sous-tendent ses fondements. Comme partout en Afrique, il existe des flux migratoires vers les centres urbains qui s'expliquent avant tout par des facteurs économiques. Cette forme de migration (des zones rurales vers les zones urbaines) a de tout temps existé et s'explique en général par des niveaux de salaires en milieu urbain plus élevés que les revenus agricoles ou les salaires en milieu rural (Mazoyer et Roudart, 1998). La littérature récente montre que les revenus agricoles sont moins importants que les revenus non agricoles en milieu rural (Barret 2001 ; Lanjouw et Lanjouw, 2001 ; Goldsmith et al, 2004) ; il en est de même des salaires agricoles par rapport aux salaires urbains (Flatten, 2002). Quant à la migration rurale-rurale, elle permet aux ménages ruraux de diversifier leurs sources de revenus, de réaliser des investissements

travail rural, de cerner les facteurs qui conduisent les jeunes femmes et jeunes hommes à choisir la migration interne comme stratégie de recherche d'emploi, et enfin d'étudier leurs stratégies *d'insertion dans les lieux de destination*.

productifs agricoles par la transition d'une ligne de production à une autre (cultures de subsistance aux cultures de rente par exemple). Elle est également une stratégie de diversification de risque adoptée par les ménages (Lucas, 2007).

Par ailleurs, la problématique du chômage des jeunes est appréhendée également sous l'angle de *l'approche genre* afin de prendre en compte les différences inhérentes à la réalité sociale. Le concept de genre est aujourd'hui projeté au centre d'une double perspective de revendication et de production de connaissances scientifiques (Touré, 2011). Il suggère que les rapports entre les sexes relèvent d'un construit social qui détermine les valeurs et les attitudes qu'une communauté ou une société assigne à un sexe ou à un autre. Dès lors, l'analyse genre est capitale dans la perspective de l'accès à l'emploi où l'on note des inégalités le plus souvent à l'endroit des femmes (Gobillon et al, 2014). Ces inégalités se retrouvent dans les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, de la division sexuelle du travail, des modalités d'accès au savoir, à l'information et aux ressources (Niang et al, 2003). En outre, il est important de clarifier certains concepts clés utilisés dans cette analyse, à savoir le *chômage*, le

sous-emploi et *l'inactivité*. Les concepts de *chômeur*, de *sous-employé* et *d'inactif* sont très souvent utilisés de manière interchangeable. En effet, sur la base des différentes perceptions recueillies, on constate un amalgame autour de la notion de *chômage* des jeunes qui reste fortement assimilée au sous-emploi. Cet entendement a des implications d'ordre méthodologiques et d'analyse du concept de chômage tel que défini par le BIT⁴. Selon ce dernier, les chômeurs «comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui, au cours de la période de référence étaient: (i) sans travail, c'est-à-dire ni pourvu d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié; (ii) disponible à travailler dans un emploi salarié ou non salarié (immédiatement ou dans 15 jours) et (iii) à la recherche d'un travail». Cette définition ne tient pas compte des spécificités socio-culturelles traduites dans les perceptions des jeunes femmes et jeunes hommes (discutées dans le chapitre 2). Par conséquent, la question de l'emploi ou du chômage des jeunes ne doit pas être uniquement appréhendé sous l'angle quantitatif ou économétrique, car elle est également qualitative.

Sur le plan **méthodologique**, ce présent article s'appuie sur les données du projet de recherche *Emploi et Migration des Jeunes en Afrique de l'Ouest (EJMAO)*⁵. La

méthodologie de collecte des données a combiné des enquêtes quantitatives (auprès de 1 500 ménages) et qualitatives (entretiens individuels et focus groups). Les enquêtes ont été conduites dans trois (3) zones rurales : **une région de départ** (Bassin Arachidier, situé dans le centre du pays) et deux **régions rurales d'arrivée** (les Niayes à l'Ouest et le Delta au nord du pays), auxquelles s'ajoute **une zone urbaine d'arrivée** (Dakar).

L'unité d'analyse dans les zones rurales est le ménage, espace où se décide de manière hiérarchique la division du travail agricole. En zone urbaine, c'est le migrant(e) qui est choisi comme unité d'analyse car évoluant dans un contexte où la migration devient de plus en plus une initiative personnelle en vue de subvenir à ses propres besoins et à ceux de la famille restée au village.

Ce document se structure autour de trois (3) parties. Dans le premier chapitre, il dresse la situation de l'emploi, du sous-emploi et du chômage et les déterminants de l'accès des jeunes à l'emploi au Sénégal, en mettant le focus sur celle des jeunes femmes. En second lieu, il revient sur les différentes perceptions relatives à la notion du travail et du chômage selon le genre et les motivations des jeunes (H/F) à trouver des revenus. Enfin, l'article analyse la migration comme principale stratégie de recherche de travail rémunéré à travers diverses stratégies d'accès à l'emploi.

⁴ Bureau International du Travail

⁵ *Emploi et Migration des Jeunes en Afrique de l'Ouest (EJMAO)*, projet mis œuvre au Sénégal, Mali et Burkina Faso et coordonné par l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR). Il a pour objectif une meilleure connaissance des marchés de travail ruraux, du profil des jeunes migrants et des

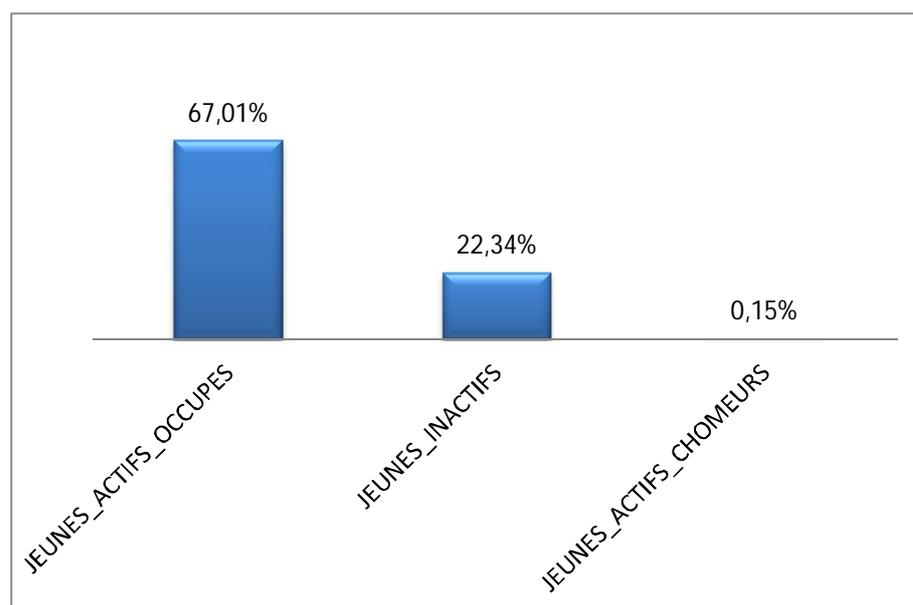
stratégies d'insertion qu'ils développent, afin de fournir aux décideurs les informations de base nécessaires pour une meilleure formulation des politiques d'emploi.

1. LA SITUATION DE L'EMPLOI DES JEUNES

Le Sénégal se caractérise par la jeunesse de sa population (15 à 35 ans). L'analyse des résultats de l'enquête sur "emploi des jeunes et migration" révèle que **67% des jeunes ruraux occupent un emploi** (dont 52% sont des hommes et 48% constituées de femmes), 22% sont des **inactifs** (39% d'hommes et 61% de femmes) et une très faible proportion (0,15%) est **au chômage** (87,50% sont des jeunes hommes et 12,50% de jeunes femmes). A la lumière de ces statistiques, il apparaît que les jeunes sénégalais en milieu rural sont moins confrontés au problème du

chômage. Cependant, derrière les chiffres de l'emploi des jeunes, se cache ce que d'aucuns appellent le « **chômage déguisée** » et qui transparait dans les perceptions qu'ont les jeunes des notions de *chômeur*, de *sous employé* et d'*inactif* utilisées de manière interchangeable (discutées plus bas). En réalité, les jeunes sont plus confrontés aux défis du sous-emploi et de l'inactivité (à noter que la ligne de démarcation entre les deux est assez ténue). Cette situation est en partie tributaire de la demande et de l'offre du marché du travail.

Figure 1: Situation des jeunes ruraux sur le marché du travail



Source : IPAR, Données EJMAO, 2013.

1.1 Un marché du travail rural faiblement diversifié et peu rémunérateur



L'un des piliers de l'économie du Sénégal, à l'instar des pays africains, est l'agriculture. Le secteur primaire dominé par l'agriculture reste le premier pourvoyeur d'emplois en milieu rural pour les jeunes et la principale source de revenus pour les ménages. L'importance de ce secteur est mise en évidence avec sa contribution au PIB (environ 20%), son apport en devises et sa prépondérance dans la structure de l'emploi avec plus de 65% des actifs (Losch, 2010). Paradoxalement, il est marqué par une grande faiblesse de la productivité et de la rémunération du travail, alors que son potentiel de création d'emploi est largement sous-exploité.

Parallèlement, le secteur informel, essentiellement urbain représente 30 à 45% du PIB non agricole et 70 à 90% de

l'emploi total non agricole⁶. Selon l'étude sur l'emploi au Sénégal, menée par la Banque Mondiale en 2007⁷, 97% des nouveaux emplois ont été créés entre 1995 à 2004 dans le secteur informel. Même, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui représentent l'essentiel du tissu industriel du pays, sont caractérisées par la faiblesse de leur capacité de création d'emplois (42% de l'emploi). Par conséquent l'agriculture et

⁶ Losch, B. (2010) « Les défis de la transition en Afrique sub-saharienne : comment accompagner la transformation structurelle du continent dans la mondialisation ? » Policy brief #2, Programme RuralStruc, World Bank.

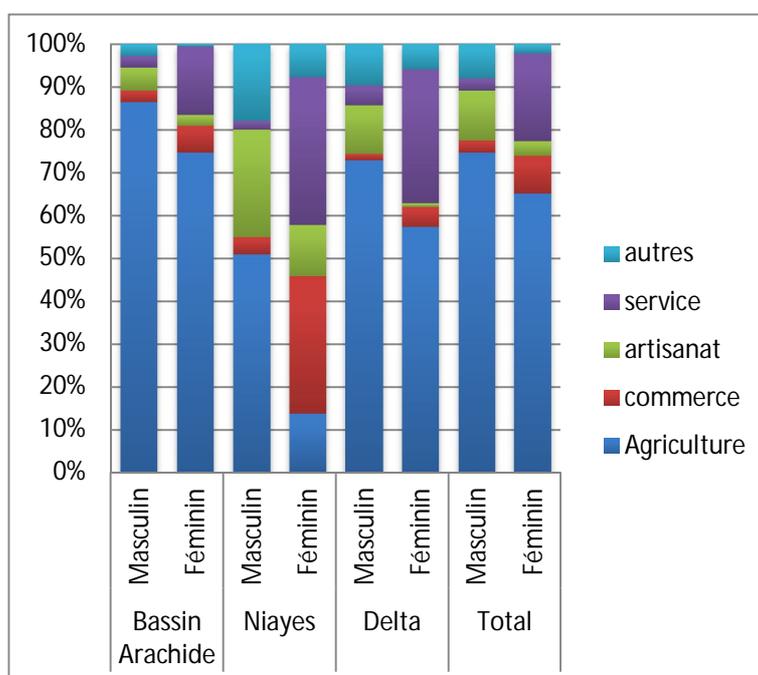
⁷ Banque Mondiale, 2007. « Sénégal : À la recherche de l'emploi le chemin vers la prospérité », en collaboration avec le CEPOD (Centre d'Études et de Politiques pour le Développement), Dakar, 122 p.

le secteur informel constituent les soupapes de sureté pour les jeunes.

Plus spécifiquement, dans les zones de départ caractérisées par de faibles opportunités économiques, les actifs de 15 à 34 ans travaillent essentiellement dans le secteur agricole, à hauteur de 71% pour les hommes et 64% pour les femmes (voir figure 2). L'essentiel de ces jeunes travaillent dans les exploitations agricoles familiales et ont de faibles revenus voire

pas de revenus dans des conditions de travail difficiles. Cette situation pose notamment le problème de la dépendance économique des jeunes par rapport aux chefs de ménages. Dans les zones rurales d'arrivée, par contre, l'agriculture constitue une niche d'emplois avec l'avantage que les revenus gagnés sont plus substantiels. D'où un intérêt de plus en plus croissant pour un retour des jeunes locaux à l'agriculture notamment dans le Delta.

Figure 2: Principales activités des jeunes



Source : IPAR, Données EJMAO, 2013.

En zone urbaine d'arrivée, l'offre de travail aux migrantes et migrants est pour l'essentiel absorbée dans les secteurs des services, du commerce et de l'artisanat. Les jeunes hommes sont plus concentrés dans le petit commerce (ambulant et tablier), les métiers de mécanicien, de tailleur, d'artisans, maçon et d'apprentis dans différents corps de métiers. Chez les jeunes femmes par contre, on note que,

en sus du petit commerce et de la restauration, les services domestiques (lingères et bonnes) constituent l'essentiel des activités des femmes, soit 92%.

La faible diversification de la structure économique fait que les perspectives de la jeunesse rurale, pour trouver un travail bien rémunéré, sont limitées. Les rares possibilités de travail en dehors de l'agriculture rendent la situation des

jeunes ruraux particulièrement précaire. Face à cette situation, il y a la nécessité d'un appui des pouvoirs publics pour développer une agriculture performante et la rendre attractive aux yeux des jeunes

1.2 Qui sont ces jeunes inactifs

Les résultats des enquêtes ont montré deux grandes composantes des inactifs dans la population dite jeune: les

i) Elèves/étudiants

A l'image de la tendance nationale, les élèves/étudiants constituent la grande majorité des inactifs. 56% des jeunes sont inactifs en raison de leur statut d'élève/d'étudiant. Parmi les jeunes hommes inactifs, 75% sont des élèves et étudiants et chez les filles seules 43% sont encore élèves et étudiantes. Près de 57% des jeunes filles ne sont ni élèves ni étudiantes et se consacrent exclusivement aux tâches domestiques.

ii) Forte proportion de femmes non instruites

La plupart des jeunes inactifs non instruits sont des jeunes femmes surtout celles habitant dans les Niayes. En effet, seules 45% de ces dernières ont fréquenté l'école publique française. Cette situation s'explique par le fait qu'il subsiste toujours des disparités au niveau régional et rural-urbain en termes d'accès aux infrastructures scolaires mais également des inégalités dans l'accès selon le genre. En termes de continuation des études, il est important de préciser que 67% des jeunes garçons continuent toujours d'aller à l'école contre 25% des jeunes filles qui

ruraux. De plus, leur rétention dans leur milieu d'origine pourra régler non seulement la question de la relève générationnelle des chefs d'exploitation familiale mais aussi de l'exode rural.

élèves et les étudiants d'un côté et les analphabètes, de l'autre.

ont abandonné le cursus scolaire. En examinant cette variable selon le genre, on peut dire que la charge de travail des filles rurales dans l'espace domestique constitue un obstacle à leur éducation. De manière plus générale, les inactifs qui ne sont pas diplômés ou qui n'ont pas de formation professionnelle ont peu de chance de répondre à la demande du marché du travail. C'est à juste titre donc qu'on parle de l'importance du capital humain (éducation, compétences, milieu...) comme principale trajectoire vers des emplois productifs (Hilmer et Fox, 2014).

iii) La question du sous-emploi

Le chômage et le sous-emploi des jeunes restent d'épineux et complexes problèmes. En 2011, le sous-emploi a touché 27% des jeunes au Sénégal et 40% chez les femmes au niveau national (Cabral, al. 2013). Notre échantillon d'étude a également révélé que de nombreux jeunes sont confinés dans l'auto-emploi et/ou dans un statut d'aide-familial peu ou pas rémunéré les mettant ainsi dans une situation de précarité et de dépendance financière. *Cette situation est tributaire de deux facteurs majeurs. D'une part, la faible capacité de l'économie*

sénégalaise à créer des emplois face à une *démographie galopante* et la stagnation du marché de travail. *D'autre part, le faible niveau d'éducation et de formation technique et professionnelle des jeunes qui sous-tendent en réalité un sous-emploi des jeunes.* Par exemple, en raison de leur inexpérience professionnelle et leur manque de qualification, la majorité des jeunes, surtout les femmes, se réfugient dans le secteur informel.

La question que posent les bailleurs tels que la Banque Mondiale à l'heure actuelle est la suivante : quels scénarios possibles les Etats de l'Afrique subsaharienne envisagent-ils pour booster la croissance économique afin de créer des emplois salariés pour les millions de jeunes

africains? A ce niveau, un changement de dynamique à l'image de certains pays asiatiques (Vietnam, Bangladesh, Cambodge) qui ont su insuffler un nouveau dynamisme à leur industrie et créer des emplois, nous paraît plus que nécessaire pour changer la «structure de l'emploi» (Hilmer et Fox, 2014).

Pour le moment, laissés à eux même, la plupart des jeunes qui ont un emploi souhaitent le conserver même s'il est peu productif et peu rémunérateur. D'autres jeunes (22%) déjà occupés et très ambitieux souhaitent augmenter leur revenu et 62% déclarent être prêts à prendre un travail supplémentaire (IPAR, données EJMAO, 2013).

2. PERCEPTION COMMUNE DU CHOMAGE, MAIS DIFFERENTES IMPLICATIONS SELON LE GENRE

2.1 Les notions de *travail* ou *d'emploi*

La perception relative à la notion de « travail » est synonyme de la mise en valeur de la force de travail de l'individu dans le but d'acquérir *un revenu afin d'améliorer ses conditions de vie.* Partant, l'amélioration des conditions de vie est fortement liée à la notion du « **bon et du vrai travail** » dans les représentations

populaires. Au-delà des aspects économiques, l'on note que le travail peut également changer le statut de l'individu au sein de la communauté. Ce changement de statut entraîne respect, considération, responsabilisation et implication dans la prise de décision au sein de la famille et dans la communauté.



Commercialisation des produits dans la zone des Niayes

Au-delà de fortes variations subjectives et culturelles, le travail (ligeey) repose sur une organisation et une division sociale du travail au sein de la société. Il est important de noter que les différentes perceptions associées au travail sont partagées aussi bien par les hommes que par les femmes. Par ailleurs, il existe une terminologie populaire utilisée localement et commune dans les quatre zones enquêtées, il s'agit principalement de *Am xéy*⁸ et *Door waar*⁹, termes utilisés dans les Niayes, dans le Bassin Arachidier et à Dakar, *am loo suturloo*¹⁰ ou *ñakk jariñu*¹¹ au Delta.

⁸ Avoir du travail

⁹ C'est être toujours actif, être à la recherche du travail quel qu'il soit et accepter tout ce qui tombe entre tes mains.

¹⁰ Vivre déceimment

¹¹ Vivre à la sueur de son front

Même si la perception en matière de chômage reste la même pour les hommes et les femmes, *un chômeur est une personne qui n'a pas de travail lui permettant de satisfaire ses besoins*¹². Les implications sont différentes selon le genre. Le chômage des garçons est perçu comme étant plus difficile à supporter par le ménage et le jeune lui-même que celui des filles ; l'homme étant considéré comme « le pourvoyeur » de revenus pour le ménage. La situation de chômage pour les filles est moins grave aux yeux de la société dans la mesure où même si elles n'ont pas d'emploi, elles peuvent apporter leur contribution (être utile à la famille) via les activités domestiques, contrairement aux garçons. La combinaison des rôles de reproduction (tâches ménagères), de production et de

¹² IPAR, Données EJMAO, 2013.

tâches communautaires des femmes, font qu'elles leur « statut de chômeur » soit mieux toléré. Ce qui n'est pas le cas avec leurs homologues masculins dont le rôle

de production détermine la position au sein de la famille ou de la communauté. D'où l'urgence de trouver un emploi générateur de revenu pour ces derniers.

2.2 Le chômeur, celui qui n'a pas un travail salarié

Le revenu est au cœur de la perception associée au « bon travail ». Dans la plupart des cas, des jeunes exerçant une activité peu rémunératrice affirment ne pas disposer d'emploi, se considérant ainsi comme chômeurs. En fait, les notions de chômage et de sous-emploi sont souvent

tacitement confondues. La notion de travail ou d'emploi est fortement liée à l'amélioration des conditions de vie. Et seul un « bon travail », autrement dit rémunérateur peut aider à cela. Ce témoignage d'un jeune homme dans les Niayes en est une illustration.

« (...) La différence entre quelqu'un qui travaille et celui qui ne travaille pas se situe au niveau de la préparation de l'avenir de l'individu. On doit travailler pour préparer son avenir. Et un vrai et bon travail doit te permettre de le faire, et on n'en trouve pas dans ce village. Personne ne peut te dire combien il gagne par mois. (...) tu travailles mais tu n'as pas de revenus. Je peux rester 4 mois sans revenus et pourtant je travaille tous les jours, même les dimanches. (...) Je travaille juste pour ne pas m'asseoir et ne rien faire¹³. »

Par conséquent, ces jeunes hommes et femmes perçoivent un chômeur comme étant *une personne qui n'a pas un travail lui permettant de satisfaire ses besoins*¹⁴. Ce qui suppose que l'individu peut s'activer alors que l'activité ne lui permet pas de subvenir à ses besoins. Ce qui justifie que le revenu est au cœur de la perception associée à un « bon travail ». Autrement dit l'emploi (*Am xéy/ ligeey*) est différent de la notion de « s'occuper » *bañ taxawalu/ kër-këri*¹⁵.

Le travail salarié reste hypothétique pour les jeunes (hommes/femmes), comme l'illustre les propos de ce groupe de jeune filles :

« Ici à Bayakh (Niayes), il y a vraiment un problème de chômage, il n'y a pas d'emploi. Dans cette localité, il n'y a aucune compagnie ou usine où on pourrait trouver du travail. Actuellement, il n'y a qu'une usine qui traite des mangues, mais on n'y accède difficilement. Dans cette usine de traitement de mangues, des hommes et des femmes y travaillent. (...) Pourtant, des fois, on nous convoque à 8h, laissant

¹³ Enquêtes qualitatives EJMAO, juin-septembre 2013.

¹⁴ IPAR, Données EJMAO, 2013.

¹⁵ Représentations associées au travail en wolof ne permettant pas d'améliorer les conditions de vie.

les travaux domestiques de la maison pour rien alors que nous sommes inscrites dans les listes.»

2.3 Les femmes doublement handicapées en matière d'emploi

La littérature existante et les résultats de cette recherche sur les activités des jeunes femmes rurales confirment que les femmes ont un double handicap en matière d'accès à un emploi salarié. Les soubassements de ce handicap sont à trouver dans la position sociale de la femme dans la société sénégalaise d'une part, dans la structure de la demande du marché du travail rural, d'autre part. En dehors de l'agriculture, elles exercent des métiers dits « féminins » qui sont en fait une continuation de leurs rôles sociaux. En effet, la majorité des jeunes femmes sont confinées dans les métiers de couture, de coiffure, dans le petit commerce, employées au niveau de l'entreprise

familiale ou comme domestiques chez des privés.. De nombreuses études se sont penchées sur la question de savoir si hommes et femmes avaient des préférences sociales distinctes, et en particulier, si les décisions des femmes laissaient plus de place aux préoccupations telles que l'altruisme et la prise en charge des cérémonies sociales (Azmat, 2014: 220). Cette différenciation sociale fondée sur des représentations culturellement construites pourrait expliquer en partie pourquoi les hommes et les femmes choisissent des secteurs différents et pourquoi ces dernières sont sous-représentées dans la vie économique.

2.4 La femme participe « moins » à l'activité économique

Il est souvent établi que les femmes contribuent moins que les hommes dans les secteurs productifs de l'économie y compris le secteur salarié en raison du taux élevé de leur inactivité. A titre illustratif, les résultats de cette étude révèlent qu'en moyenne, 61% des jeunes inactifs sont des filles contre 39% pour les garçons ; excepté dans le Delta où il y a une égalité entre la proportion de jeunes femmes inactives et celle des jeunes hommes inactifs. Plusieurs facteurs conditionnent l'accès à d'emploi chez la jeune femme à savoir les obligations familiales, le problème de qualification

mais également le manque d'affirmation de soi¹⁶.

Les résultats de la recherche montrent que les mutations sociales en cours ont un impact sur les perceptions et comportements des jeunes filles qui développent des idées de plus en plus progressistes et ambitieuses par rapport à leurs aînées. Toutefois, malgré cette évolution de la perception des jeunes filles

¹⁶ Même si l'on note une évolution dans les perceptions, l'attitude attentiste notée chez la jeune fille en raison d'une prise en charge garantie par le futur mari ou la famille demeure toujours.

en matière de travail dans la sphère publique, ces dernières persistent à s'activer dans des emplois peu rentables tels que: le petit commerce, la restauration, la coiffure, le travail domestique ou la couture (voir les cas des *bonnes* et *lingères* à la figure 3). Ces activités exigent moins de qualification et de spécialisation et sont plus adaptées à leur capacité financière et à leur emploi du temps comme l'attestent leurs attentes en matière d'emploi. Les jeunes hommes s'intéressent à



Le travail domestique: activité dominant le quotidien des femmes en milieu rural

un emploi qui « paie bien » d'où leur

recherche effrénée de travail alors que les jeunes femmes souhaitent en grande partie un commerce stable (pour celles qui ne sont pas instruites) où une formation qui va leur assurer une stabilité une activité rémunératrice. Après analyse, on peut affirmer que le désir de « stabilité » des femmes, renseigne aussi sur leur désir d'assumer leurs responsabilités familiales. En fait, les attentes que fait peser sur les femmes la société, façonnent en grande partie la manière dont chacune perçoit ce qu'elle peut et doit accomplir (Sandberg 2013). D'autres études sur le statut social de la femme ont montré que gérer son propre temps, décider de sa vie, utiliser ses revenus dépendent de la volonté du

mari et de l'autonomie qu'il daigne accorder à son épouse (Ndiaye, 2007).

Nos résultats confirment le fait que les obligations familiales empêchent les jeunes femmes de faire de longs déplacements pour exercer leur commerce. Les jeunes filles qui sont encore à l'école ambitionnent d'être

sages-femmes ou institutrices dans leur village d'origine. Par conséquent, la liberté de la femme à organiser son emploi du temps professionnel est fonction du temps imparti aux travaux de production et de

reproduction dans le ménage. Cela est d'autant plus vrai que l'étude du rôle des femmes dans l'agriculture par exemple montre que le manque de performance de l'agriculture réside dans le fait que les femmes n'ont ni les ressources, ni la possibilité d'utiliser le temps dont elles disposent de manière plus productive (FAO 2011). Tout porte à croire que les rôles de genre, la répartition inégale des fonctions, l'accès limité des femmes aux facteurs de production, le niveau d'éducation et de qualification différenciée, le caractère précaire et atypique du travail féminin, constituent des freins à l'amélioration du statut social et économique des femmes (BIT (2009).

Par ailleurs, la faible participation des jeunes femmes dans le secteur économique est en contradiction avec les statistiques nationales¹⁷ qui indiquent que plus de la moitié des personnes en âge de travailler sont des femmes.

Cette « invisibilité » est simplement due au fait que les apports économiques importants des femmes des pays en développement n'ont pas été pris en compte dans la comptabilité nationale, de même que le temps de travail énorme que les femmes consacrent aux travaux domestiques (PNUD, 2005). De plus, les femmes représentent une force économique pleine de ressources et contribuent aux revenus familiaux et à la croissance de la communauté de multiples façons. Qu'elles travaillent comme entrepreneurs, ouvrières agricoles ou autres, dans des entreprises familiales, à leur compte ou pour d'autres, elles assument la majeure partie du travail non-rémunéré dans l'exploitation familiale (Ashby et al, 2008).

En réalité, la division sexuelle du travail exacerbée par une société patriarcale, attribue à la femme la réalisation des tâches dites reproductives ou domestiques. Cette charge de travail domestique, combinée à la charge de travail agricole ou non agricole, laisse donc très peu de temps aux femmes rurales pour des activités liées au renforcement de leurs capacités (alphabétisation, formation, etc.) Pour

toutes ces raisons susmentionnées, le taux d'emploi comptabilisé des jeunes femmes reste inférieur à celui des jeunes hommes quel que soit l'âge.

Toutefois, avec le changement social, la modernisation et la scolarisation massive des filles, les stéréotypes liés au genre et les pesanteurs socio culturelles s'estompent peu à peu pour laisser la place à l'émergence d'idées progressives qui libèrent le potentiel des jeunes femmes à accéder à des emplois qualifiés.

¹⁷ Programme pays de promotion du travail décent au Sénégal 2012-2015, BIT, www.ilo.org/public/english/bureau/program/dwcp/.../senegal.pdf, consulté le 25 janvier 2014

2.5 Le contrôle des ressources productives : principal obstacle des jeunes femmes rurales

C'est devenue une lapalissade de dire que la terre est le bien le plus important chez le citoyen rural dans les sociétés agraires. Il aussi est admis qu'un accès sécurisé à la terre est absolument essentiel au démarrage d'une activité agricole et partant l'accès au marché du travail rural. Toutefois, Il est reconnu l'existence d'inégalités entre les hommes et les femmes quant à l'accès à la terre, aux subventions et crédits agricoles, à l'appui-conseil et aux marchés (Actionaid, 2013). Au Sénégal, les obstacles rencontrés par les jeunes aussi bien hommes que femmes dans ce domaine sont peu documentés. Les données sur l'accès à la ressource terre, font ressortir une situation peu reluisante pour les jeunes ruraux en particulier pour la gent féminine ; ce problème est clairement ressorti dans cette étude. En effet, seuls 6,17% des jeunes ont un accès direct à la terre¹⁸.

Ce niveau d'accès varie entre la zone d'agriculture pluviale (bassin arachidier) et les zones aménagées (Delta). Les jeunes femmes sont plus défavorisées que leurs homologues masculins car en moyenne les jeunes hommes ont des parcelles de 0.5 à 3 ha alors que les premières ont moins d'un hectare en moyenne.

Toutefois, on note en général, une situation plus favorable pour les jeunes des zones irriguées, où il existe des

superficies aménagées qui leur sont destinés grâce aux projets publics-privés d'aménagement pour l'intensification agricole. L'accès limité des jeunes femmes au foncier a des effets induits sur la rentabilité de l'activité agricole.

La contribution des femmes dans l'économie du ménage et celle du pays reste donc limitée par une discrimination persistante dans l'accès aux ressources qui repose sur des considérations d'ordre sociologique. Des études ont montré que la tradition, le régime coutumier d'attribution du foncier rural et la domination des hommes, constituent les déterminants de l'accès et du contrôle de la terre par la femme (jeune et adulte).

En effet, dans les représentations traditionnelles, toute fille est considérée comme un membre potentiel d'une communauté étrangère (tant par sa famille d'origine que celle de son époux). Autrement dit, elle est appelée à se marier un jour et à rejoindre une autre famille et elle ne peut ni physiquement ni légalement "*transporter la terre sur sa tête*" (Chauveau et al, 2006). Cet argument est encore largement véhiculé pour éviter la transmission d'une partie du patrimoine familial à un autre lignage et limiter l'accès des femmes à la propriété foncière (Djiré, 2007 ; Faye, 2008). Cette pesanteur socio-culturelle est maintenant articulée aux problèmes de fragmentation et de concentrations foncières qui rend l'accès encore plus difficile pour les jeunes femmes.

¹⁸ L'accès à la terre est mesuré ici par la proportion de jeunes qui sont chefs d'Unité de Production Agricole

3. LA MIGRATION : STRATEGIE COMMUNE MAIS DIFFERENTS VECUS SELON LE GENRE

Economiquement «exclus» de leur milieu d'origine, les jeunes migrants sont poussés à trouver de nouveaux milieux d'accueil pour se « construire une nouvelle vie ». Une fois arrivés dans le milieu d'accueil, les migrants doivent impérativement s'intégrer, survivre et gagner des revenus.

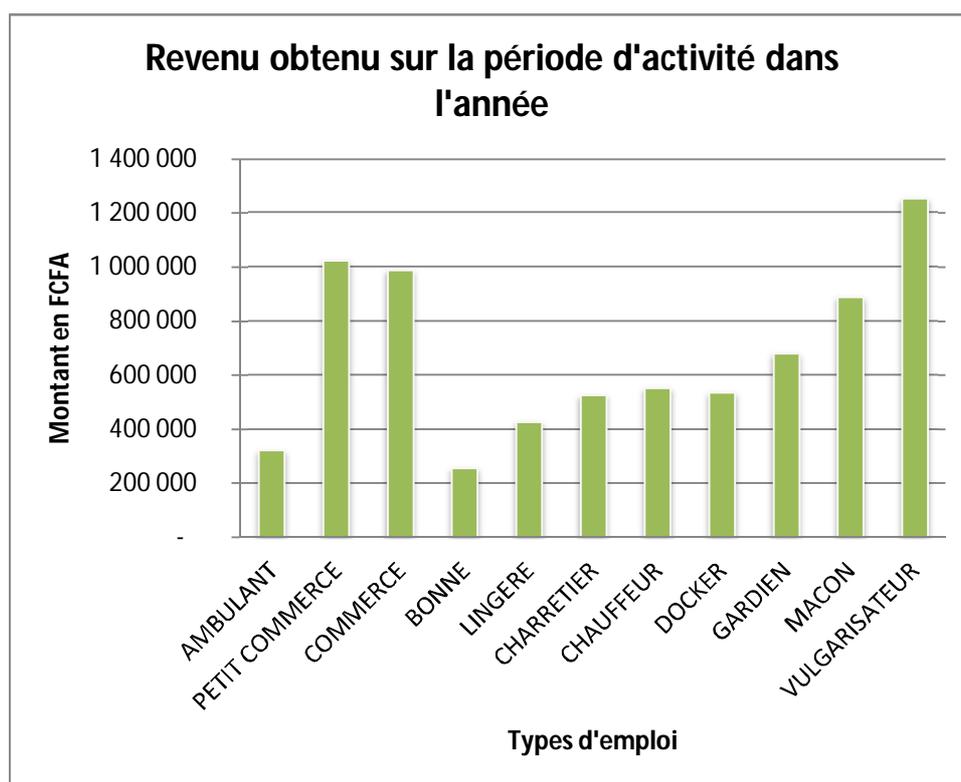
La recherche d'une situation économique plus favorable et de sources de revenus constitue l'une des premières variables influençant actuellement les décisions de mobilité et de migration, qu'elles soient prises par un individu ou par une communauté (OCDE, 2008, OIM, 2009). Les données de cette présente recherche (IPAR, données EJMAO, 2013) ont montré que les déterminants économiques pour améliorer les conditions de vie ont été à la base de la migration. La recherche de revenus supplémentaires et d'un meilleur emploi sont les principaux déterminants de la migration qu'elle soit rurale-urbaine ou rurale-rurale. 53% des migrants, hommes/femmes confondus, avancent qu'ils ont migré pour chercher des revenus supplémentaires, mais également pour l'obtention d'un meilleur emploi, soit 43%. Toutefois, en termes de genre, il est important de préciser qu'en zone urbaine 98,5% des jeunes femmes avancent trois raisons principales pour leur migration à savoir : la prise en charge de frais de

scolarité, le fait de subvenir à leurs besoins et d'assister la famille (enfants, mari et parents).

En ville, l'essentiel des femmes (97,5%) exercent leurs activités au domicile du client, contre seulement 5% pour les hommes ; ceci est fortement tributaire des services domestiques exercés pour la plupart. En matière de logement, il a été noté que les migrantes logent plus avec leurs compatriotes (93%) que leurs homologues masculins (66%). Et en termes de revenus tirés des activités urbaines, l'on note que celles dites féminines (bonne et lingère) figurent parmi les plus faiblement rémunérées (figure 3).

Par ailleurs, il existe des facteurs psychologiques et socio-culturels motivant la migration. Il s'agit de l'accès à l'emploi, l'affirmation de soi, l'indépendance ou le besoin d'être occupé qui traduisent le besoin d'une valorisation individuelle chez le jeune migrant. Il est à noter que l'imitation, déterminée par la pression du groupe d'âge, influence ce besoin. Enfin, l'emploi contribue à forger la personnalité et le sens de la responsabilité («Jom»), et compte tenu de leur responsabilité précoce de soutien dans la famille, les jeunes hommes ruraux notamment, migrent très tôt.

Figure 3: revenus annuels des migrants ruraux



Source : Données EJMAO, 2013.

3.1 Les réseaux communautaires

Au Sénégal, l'accès à l'emploi basé sur l'initiative personnelle ou sur l'expérience reste limité. Le plus souvent, on note le recours aux relations parentales ou amicales quant à l'accès à un bon emploi (rémunérateur). Plus de la moitié des jeunes en quête d'un emploi privilégient les relations personnelles en matière de recherche d'emploi (Cabral, al.2013).

Il est important de préciser que le capital humain reste le facteur primordial sur le marché du travail pour les jeunes hommes et femmes à la fois. Le réseau social d'un individu joue un rôle-clé dans son itinéraire professionnel, car il médiatise son accès à des ressources stratégiques

(Bruna et al, 2014). Dans un contexte de crise économique et *face aux politiques publiques d'emploi qui se sont avérées peu efficaces*, le capital social, en particulier les réseaux communautaires, jouent un rôle important dans la recherche d'emploi. Il apparaît donc qu'à côté du capital humain (notamment la compétence) qui reste le facteur primordial, le capital social joue un rôle important dans la recherche de l'emploi. C'est un canal privilégié au Sénégal qui remplit des fonctions de solidarité sociale et de filet de sécurité en l'absence de sécurité sociale pour une majorité de ruraux. A titre d'exemple, certains quartiers de Dakar sont connus pour être des regroupements de migrants

issus du même village car un membre de leur communauté d'origine s'y est installé des années plus tôt et a « socialement réussi ». De fil en aiguille, les premiers venus reçoivent les nouveaux arrivants en

3.2 L'accès au financement : clé de l'auto-emploi

Il existe une certaine inégalité dans l'accès et le contrôle des moyens de production qui constitue un frein à la création d'emplois et à la productivité dans le secteur agricole. Bon nombre de jeunes affirment que les financements constituent un canal privilégié pour l'accès des jeunes à l'emploi (IPAR, données EJMAO, 2013). Cependant, cet accès au financement reste un réel problème pour les jeunes. Selon ces derniers, « les services financiers ne font pas confiance aux jeunes » en raison certainement de leur inexpérience et de leur insolvabilité financière (absence de garanties). Donc, la nécessité de mise en place de mécanismes de financement adaptés aux besoins des jeunes s'impose.

En matière de financement, les femmes adultes restent les principales bénéficiaires. Les enquêtes qualitatives (IPAR, données EJMAO, 2013) ont montré que celles-ci ont plus de facilité à accéder au financement grâce à leur dynamisme et à leur structuration (organisation en groupements). Les services financiers ont plus confiance aux femmes qu'aux jeunes (filles et garçons) pour les raisons suivantes : la mobilité chez les filles en cas de mariage et leur manque de disponibilité vu la charge de travail les confinant dans l'espace domestique ; l'absence de moyens et de garantie chez

leur fournissant un logis, les initient aux premiers rudiments de la vie citadine et les informent sur les niches d'emplois urbains.

les jeunes hommes¹⁹. A la question de savoir pourquoi les jeunes hommes ne se regroupent pas pour mieux faciliter leur accès aux financements, certains²⁰ ont répondu que les hommes n'ont pas la vision de former des groupements pour recevoir des financements, car ils sont plus individualistes et visent plutôt de gros montants en un temps record, contrairement aux femmes qui sont plus patientes à gérer de petites cotisations. En effet, force est de constater que les femmes bénéficiaires des financements déplorent la faiblesse du montant du crédit, le taux d'intérêt élevé et le remboursement rapproché. C'est pourquoi, les tontines constituent des alternatives et des sources de revenus complémentaires.

Enfin, il est intéressant de noter que les jeunes moins instruits sont conscients que leur manque de qualification constitue un problème très handicapant pour accéder à un emploi dans le secteur formel.²¹ Quant aux autres avec un niveau d'éducation élevé ou diplômés, ils ont un sentiment de découragement vis-à-vis des pouvoirs

¹⁹ Ce fait est plus noté dans la zone de Niayes (sud), Enquêtes EJMAO, 2013.

²⁰ Enquête, Focus group des jeunes hommes de Mbane, Delta, EJMAO, 2013.

²¹ Problèmes et besoins des jeunes sur le marché du travail en Afrique, www.africaneconomicoutlook.org, consulté le 7 février 2014.

publics et face au marché de l'emploi incapable de leur offrir un travail approprié. Somme toute, la faible opportunité dans les zones de départ, l'absence de structures de formation à des

métiers, la faillite des politiques de promotion d'emploi des jeunes et le statut social de la femme, surtout celle étant mariée, constituent des freins en matière d'emploi.

CONCLUSION

La jeunesse constitue une problématique constante dans nos différentes sociétés africaines qui font face à de nombreux défis de développement. Le Sénégal, comme beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne, reste marqué par une structure économique faiblement diversifiée. L'agriculture et le secteur informel dominant le tissu économique. Face au changement de la structure démographique avec une population de plus en plus jeune, l'accès à l'emploi est un enjeu majeur. Le secteur agricole possède un énorme potentiel de création d'emploi. Malgré l'importance de l'agriculture dans l'économie et sa contribution pour la sécurité alimentaire et la création d'emplois, l'exode rural s'accroît.

Il ressort de notre étude que la migration est la stratégie la plus souvent utilisée pour accéder à l'emploi rémunérateur. La migration est vécue différemment selon le genre. L'essentiel des femmes migrantes exercent leurs activités (femme de ménage et lingère) à domicile du client contrairement aux hommes ; en termes de revenu, elles figurent parmi les plus faiblement rémunérées.

D'autre part, dans le contexte d'une économie rurale peu performante, la

migration est aussi une stratégie de diversification des sources de revenus et réduction de risque adoptée par les ménages.

Trouver un «bon emploi», jamais projet n'a connu autant de suffrages au sein de la population jeune aussi bien rurale qu'urbaine. Tout en étant légitime, ce projet reste difficile à réaliser pour plusieurs raisons. Les résultats des enquêtes qualitatives montrent qu'au-delà des facteurs économiques (faible demande du marché, accès limité des jeunes au crédit), l'une des barrières majeures à l'insertion des jeunes dans le monde du travail rural reste liée à la structure sociale (dépendance au chef de l'Unité de Production Agricole ou à l'employeur non agricole) et la tenure foncière (la gestion coutumière limite l'accès à la terre aux jeunes surtout aux femmes.). Sur ce dernier aspect, il faut noter que cette inégalité dans l'accès et le contrôle des moyens de production peu constituer un frein à la création d'emplois pour les jeunes et affecte le développement agricole.

Malgré les efforts enregistrés dans la réduction des inégalités de genre par rapport à l'accès et au contrôle des facteurs de production, il n'en demeure

pas moins que les femmes africaines constituant la majorité de la main d'œuvre agricole font encore face à beaucoup de défis.

Parallèlement, le développement du phénomène migratoire ouvre de nouvelles perspectives notamment en termes de politiques publiques montrant que l'amélioration des conditions favorisant la production hors saison des pluies, telle que la maîtrise de l'eau, est un moyen efficace pour lutter contre l'exode rural des jeunes faute d'emplois rémunérateurs.

Le choix de politiques d'emploi pertinentes doit tenir compte du contexte sociodémographique et économique en mutation des zones rurales. Il est partout admis que les jeunes constituent un levier

du développement et un puissant catalyseur social, par conséquent leur assurer un emploi décent, a des bénéfices non seulement économiques (productivité, marché du travail urbain moins saturé en raison de l'exode rural) mais également sociaux (stabilité et paix sociale, équité...). Certes il faudrait abattre tous les obstacles systémiques auxquels se heurtent les jeunes ; cependant, un accent particulier doit être mis sur le cas des jeunes femmes rurales qui sont les plus vulnérables. Enfin, s'assurer que la prise en compte des besoins de ces dernières ne reste pas théorique ou simplement reléguée dans un chapitre consacré 'aux femmes' dans les rapports ou propositions de projet mais réellement intégrée dans les politiques et mise en œuvre dans les programmes.



LISTE DES FIGURES

Figure 1: Situation des jeunes ruraux sur le marché du travail _____ 7

Figure 2: Principales activités des jeunes _____ 8

Figure 3: revenus annuels des migrants ruraux _____ 17

Références bibliographiques

1. ACTIONAID (2013) "Walking the talk: why and how African government should transform their agricultural spending", Full report, December.
2. Agence Nationale de la Statistique et de Démographie (2014). « Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage » (RGPHAE), rapport provisoire.
3. Ashby J., Hartl M., Lambrou Y., Larson G., Lubbock A., Pehu E & Ragasa C. (2008). Investir dans les femmes en tant que moteurs de la croissance agricole. Gender in Agriculture, in Agriculture and Rural Development. Banque Mondiale / IFAD
4. Azmat, G. et Petrongolo, B. (2014). « Genre et marché du travail : les apports de l'approche expérimentale », in *Peut-on faire l'économie du genre*, Paris, La Découverte, Regards croisés sur l'économie Numéro 15, pp. 215-229.
5. Banque Mondiale (2007). « Sénégal : À la recherche de l'emploi le chemin vers la prospérité », en collaboration avec le CEPOD (Centre d'Études et de Politiques pour le Développement), Dakar.
6. Bruna, M.G., Chauvet, M. (2014). « Des femmes et des réseaux : mentoring et réseaux affinitaires au service de l'égalité », in *Peut-on faire l'économie du genre*, Paris, La Découverte, Regards croisés sur l'économie Numéro 15, pp.159-165.
7. Cabral. J F. (2013). *Etude Diagnostique sur l'emploi des jeunes au Sénégal*, Initiative conjointe pour l'emploi des jeunes en Afrique, rapport intérimaire.
8. Chauveau J.P., Colin J.-P., Jacob J.-P., Delvigne P.-L. & Le Meure P.-Y., 2006. Modes d'accès à la terre, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest. Rapport de recherche CLAIMS, IIED.
9. DIOP. D. (2011). Le chômage et le sous-emploi au Sénégal : Des maux très enracinés, Université de Montréal. www.sendeveloppementlocal.com, consulté le 18 juillet 2014.
10. Djiré, M. 2007 *Reformes foncières et accès des femmes à la terre au Sahel: quelles stratégies pour les réseaux ?* Communication à la conférence organisée par International Land Coalition et IFAD – Rome- 20 septembre 2007
11. FAO. (2011). Le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement, in *la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, FAO, Rome
12. Faye J., (2008) Genre et foncier : Une question bloquée situation au Sénégal de 1994 à 2008. Ipar, Dakar.
13. Flaten, O. (2002). Alternative rates of structural change in Norwegian dairy farming: impacts on costs of production and rural employment', *Journal of Rural Studies* (18), 429-41.
14. Gobillon, L., al. (2014). « Le difficile accès des femmes aux emplois les mieux rémunérés : mécanismes et mesure », in *Peut-on faire l'économie du genre*, Paris, La Découverte, Regards croisés sur l'économie Numéro 15, pp.137-157.

15. Hilmer, D. Fox, L. (2014). L'Emploi des Jeunes en Afrique subsaharienne. Banque Mondiale et Agence Française de Développement.
16. IOM (2009). World Migration Report 2008: Managing Labour Mobility in the Evolving Global Economy, http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=index&path=37, consulté le 28 septembre 2013.
17. IOM, UN Women and UNDP, 2011 *Enhancing the contributions of young migrants to development*. Briefing paper for Global Migration Group (GMG) symposium? New York 17-18 May 2011
18. IPAR (2013). *Emploi et Migration des Jeunes en Afrique de l'Ouest (EJMAO)*, rapport provisoire.
19. Jütting, J. and Laiglesia, J. R. De (2009), "Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries." OECD, Policy brief.
20. Losch, Bruno. (2010) « Les défis de la transition en Afrique sub-saharienne : comment accompagner la transformation structurelle du continent dans la mondialisation ? » Policy brief #2, Programme RuralStruc, World Bank.
21. Lucas, R.E.B (2007) *Migration and rural development*. Electronic Journal of Agricultural and Development Economics, Vol. 4, N°01, pp: 99-122.
22. Mazoyer, M. and Roudart, L. (1998). Histoire des Agricultures du Monde. Du néolithique à la crise contemporaine. Paris : Editions du Seuil.
23. Ndiaye.F.C. (2007). Etude Genre dans la conception et la mise en place d'un régime de protection sociale agro-sylvo-pastorale au Sénégal, OIT, stepdev.ilo.org/gimi/gess/ShowResource.action;jsessionid...1890, consulté le 20 janvier 2014.
24. Niang, A., Ndoye, M., Bandiaky, S. (2003). *Rapports de genre, négociations sexuelles et prévention du VIH/SIDA dans les campus des universités Cheikh Anta Diop de Dakar et Gaston Berger de St Louis* in *Genre et VIH/SIDA* No 2003-1, AFARD, pp. 307-424.
25. OCDE (2008). Perspectives des migrations internationales : SOPEMI. Editions 2008.
26. OCDE (2012). Perspectives Economiques en Afrique. « Problèmes et besoins des jeunes sur le marché du travail en Afrique » in *L'emploi des jeunes en Afrique*, 2012, www.africaneconomicoutlook.org, consulté le 7 février 2014.
27. PNUD/Sénégal (2005). Projet TTF Genre –Sénégal : Rapport final Sur les activités
28. BIT (2009). Les questions d'égalité entre les hommes et les femmes au cœur du travail décent, Rapport VI Conférence Internationale du Travail, 98eme Session, Genève.
29. Sandberg, S. (2013). En Avant toutes ; les femmes, le travail et le pouvoir. Paris : Nouveaux Horizons
30. Touré Maréma (2011) *La recherche sur le genre en Afrique : quelques aspects épistémologiques, théoriques et culturels*. In *Genre et dynamiques socio-économique et politiques en Afrique*. Série sur le genre du CODESRIA 8, pp. 105-126.